Globethics Repository



Redevabilité et transparence dans le financement politique

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see https://www.globethics.net. Data and content policy of Globethics Repository see https://repository.globethics.net/pages/policy.

Item Type	Journal
Authors	Transparency international
Publisher	Transparency International
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-11-06 07:11:01
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177544

Document de travail

#01 / 2008

TRANSPARENCY INTERNATIONAL
the global coalition against corruption



Redevabilité et transparence dans le financement politique : *pourquoi, par quels moyens et dans quel but ?*

Dans nos démocraties actuelles, des élections équitables conduites par des institutions politiques solides constituent une condition sine qua non à la course au pouvoir. Pour ce faire et pour garantir que le système fonctionne de manière optimale, il est fondamental de mettre à disposition des partis politiques des ressources permettant à la fois de mener à bien les campagnes électorales et d'apporter leur concours aux infrastructures politiques.

Pour autant, réussir à concilier la manne que représentent les ressources financières avec le risque que cela comporte de

Table des matières

6. Les risques liés à la corruption
7. Les outils réglementaires et les réponses antérieurs
8. Le rôle de la société civile
9. Les leçons apprises
10. Les parties prenantes impliquées dans la lutte

Aide-mémoire sur la redevabilité et la transparence :

Il est impératif que les informations fournies aux membres de partis, aux agences publiques et au public soient:

Complètes. Toutes les sources de financement adéquat devront faire l'objet d'une politique de divulgation. Les sources de financement englobent non seulement l'argent, mais également les acquisitions qu'il a permis d'effectués. À cet égard, les références à l'argent des partis politiques incluent à la fois les avoirs des partis sous forme de capitaux, investissements et créances et toute transaction financière quelle que soit sa nature. Toute ressource non financière pourra être intégrée au financement des partis. Certaines formes de financement ne relèvent d'aucune catégorie particulière, notamment les avantages spéciaux offerts par l'État (exonérations d'impôts, temps d'antenne gratuit) ou par le secteur privé (réductions sur certains services ou prêts).

Détaillées. Le public doit avoir la capacité d'identifier sans difficulté l'origine des subventions individuelles. Elles doivent donc comporter l'identité des donateurs et des partis.

Fiables. Les controles au niveau public et social se fondent largement sur l'exactitude des informations fournies par les partis et autres sources. Compte tenu de leut importance, le fait de soumettre de fausses informations est considéré comme un délit dans de nombreux pays.

Dans les délais. Les comptes rendus seront élaborés,dans la mesure du possible, aussitôt qu'une transaction sera terminée car tout delai peut donner lieu à une manipulation des ressources. Toute information fournie en période préélectorale sera immédiatement mise à disposition des citoyens.

Intelligibles. Les informations seront présentées de manière simple et facile à comprendre. Il est nécessaire de mettre à la disposition des citoyens et des médias des informations sur le contexte des différentes sources de financement ainsi que des bases de données permettant d'effectuer des recherches facilitant la compréhension, l'interprétation et l'utilisation des données financières politiques.

Accessibles. Ces données feront l'objet d'une divulgation active au moyen de supports variés et ne seront pas disponibles uniquement sur demande. À cet effet, les technologies modernes de l'information permettront aux agences de surveillance publique de mettre en place des outils de compte rendu automatiques et de contrôle en ligne accessibles selon un ensemble de données.

fausser l'enjeu de la compétition politique, et de corrompre ainsi des élus, relève de la gageure pour les partis politiques et leurs candidats. Ainsi, les financements qui leur seront versés, selon leur provenance, la manière dont ils sont distribués et les objectifs qu'ils serviront menacent le déroulement des élections et par extension l'équilibre des démocraties sur lesquelles pèse un réel risque de corruption.

1. Les risques liés à la corruption

Le système de financement politique menace de nuire aux principes même de démocratie et de bonne gouvernance auquel il apporte pourtant son appui. Les deux principaux risques liés à la corruption résident dans le fait que les ressources, à la fois de nature financière et non-financière, risquent de fausser les processus électoraux et à terme, d'avoir une influence pernicieuse sur les décisions prises par les élus d'un pays donné.1

Les processus électoraux. L'argent risque de fausser la concurrence électorale lorsque sa distribution est opérée de manière inéquitable entre les candidats. Une redevabilité faible ouvre la voie aux abus de ressources de la part des partis et des candidats. Ainsi, des hommes politiques sortant seront susceptibles de recourir à ces ressources pour financer leur réélection, l'argent destiné au financement de campagnes électorales fessant l'objet de détournement pour être empoché par les candidats, voire servir à l'achat de voies. Enfin, lorsque qu'aucun contrôle adéquat n'est en place, le financement des campagnes électorales pourra même servir de source de blanchiment d'argent, comme il a pu être constaté et documenté en Bosnie Herzégovine, au Salvador ou en Haïti notamment.[2]

Les élus. Le financement politique peut influencer de manière perverse l'élaboration des politiques publiques après les élections, notamment lorsque des financements destinés initialement aux partis terminent dans les poches des candidats. Aux Etats-Unis par exemple, des déclarations ont récemment poussé des personnalités majeures, membres du Congrès, à démissionner.[3] Malheureusement, les communautés les plus défavorisées se trouvent être les principales perdantes à ce jeu. Une compagnie pétrolière au Nigéria a certes la possibilité d'utiliser sa contribution pour peser sur les votes en période électorale, mais les citoyens démunis, sensibles, aux problèmes environnementaux, n'ont pas cette possibilité.[4] Toutefois, la politique intérieure ne constitue pas l'unique sphère concernée par ce problème. Dans les pays où les financements étrangers sont autorisés ou existent de fait, les financements politiques présentent également le risque de fausser les décisions d'un gouvernement en matière de politique étrangère.

Les démocraties modernes s'efforcent de contrer au mieux les deux types de risques cités ci-dessus, grâce à des outils légaux et réglementaires. Ces outils incluent notamment la fixation de limites au financement sous forme de seuils de dépenses et de subventions, l'interdiction de recourir à certaines sources de financement et la mise à disposition de subventions publiques pour les partis en période électorale. Toutefois, ces mesures ne suffisent pas toujours, à elles seules, à mitiger les conséquences négatives des risques que comporte le financement politique, En effet, soit les lois s'avèrent parfois trop laxistes, soit elles pêchent par leur manque d'application concrète. La surveillance publique

opérée de concert par les citoyens, la société civile et les médias constitue un complément aux contrôles exercés par l'État. Toutefois, afin de permettre à ces moyens de contrôles de fonctionner, il est nécessaire que préexiste un certain degré de transparence.

La transparence implique de mettre à la disposition du public des informations non seulement complètes, détaillées et fiables sur le financement des campagnes électorales, mais également intelligibles et accessibles dans un délai raisonnable (cf. colonne de gauche).

Il est possible de promouvoir une transparence accrue sur trois niveaux étroitement imbriqués, et de réduire ainsi les risques de corruption liés au financement politique :

- L'obligation de rendre des comptes au sein des partis. Elle implique la nécessité de tenir des comptes et des systèmes de comptabilité adaptés et de tenir les membres du parti régulièrement informés.
- L'obligation de rendre des comptes à l'État. Elle implique la nécessité pour les partis et les candidats, les donateurs et les fournisseurs de rendre des comptes aux agences de surveillance publique sur leurs transactions relatives au financement politique.
- L'obligation de rendre des comptes au public. Elle implique la nécessité de révéler publiquement les informations relatives au financement des campagnes électorales.

Lorsque la transparence fait défaut dans le domaine du financement politique, il n'y aucun mécanisme qui permette de détecter si des politiques agissent sous couvert de motivations privées pour « rembourser » les sympathisants en période électorale.

Cette dimension de redevabilité, à la fois de manière interne et externe, demeure essentielle. En effet, elle garantit l'indépendance des processus électoraux et des élus par rapport à des financements qui échapperaient au contrôle démocratique, empêchant de ce fait toute possibilité de rendre des comptes.

2. Les outils réglementaires et les réponses antérieurs

En réponse aux scandales antérieurs relatifs au financement politique, les démocraties modernes ont voté des lois comportant à la fois des incitations réglementaires et des sanctions afin de :

Prévenir tout abus de financement public. Le financement des partis politiques ou des candidats par les institutions publiques est interdit, si ce n'est sous la forme de subventions publiques autorisées. Ceci est une pratique constante dans tous les pays. Toutefois, l'abus de financement public en période électorale constitue encore un défi majeur dans de nombreux pays. Certains gouvernements, du Mozambique au Venezuela entre autres, ont été accusés d'amalgame entre finances de l'État et financement de partis politiques dans le but de peser sur l'issue des élections. L'introduction d'une réglementation fixant des seuils au financement public en période électorale constitue une réponse à cette dérive.[5] Elle a donné lieu à la création de lois spécifiques concernant la passation de marchés publics, le recrutement de fonctionnaires, la publication d'annonces en période électorale et les règles générales en termes de responsabilité fiscale. En outre, de nombreux pays ont limité la réélection consécutive d'un même gouvernement ; à noter toutefois que certains pays tels que l'Argentine, le Brésil et la Colombie ont récemment assoupli leur réglementation dans ce domaine.

Contrôler les dons privés D'importantes donations privées constituent souvent une menace au principe de démocratie. Certes, ces donations conséquentes permettraient à l'opposition d'accéder à la scène politique dans des pays au gouvernement dominé par des partis officiels. Toutefois, les législations restent nécessaires pour garantir la mise en place de contrôles permettant d'atteindre un équilibre dans ce domaine. Ces législations devront inclure l'interdiction de financement par des entreprises privées ou de tout autre financement d'origine préjudiciable. Elles fixeront également un seuil aux donations privées. De ce fait, certains pays ont fixé un seuil aux dépenses de campagnes dans le but à la fois, d'atténuer le rôle de l'argent et de rééquilibrer la scène politique en faveur des candidats. Cependant, le financement privé de candidats et de partis demeure incontrôlable dans certaines démocraties importantes, telles que le Brésil, l'Allemagne ou l'Inde. Dans d'autres pays, notamment en Argentine, au Japon out en Russie, les seuils stricts sont largement ignorés du fait d'un contrôle public faible voire insuffisant.

En véhiculant la communication en période électorale, les médias nationaux (presse, radio et télévision) contribuent à la promotion de la compétition politique et à la compréhension de ces questions par les électeurs.

Fournir un financement public aux partis et en période électorale. De nombreux pays ont introduit un dispositif de financement public dans le but de juguler toute forme d'influence externe et de renforcer les partis politiques. La plupart des États membres de l'Union européenne apportent un soutien non négligeable à leurs partis politiques et des pays tels qu'Israël et le Mexique utilisent des financements de source publique pour couvrir à hauteur de 80% les dépenses de campagne. Des niveaux similaires de subventions pourront contribuer à atteindre un équilibre en termes de compétition politique dans les démocraties nouvelles, tout en encourageant l'intégrité des élus en place.[6] Toutefois, lorsque la confiance dans la classe politique est faible et le budget couvrant les besoins essentiels vient à manquer, le financement public des partis risque de faire les frais de violentes critiques et de servir à financer l'élite politique au pouvoir, et ce indépendamment du fait qu'il s'agisse de démocraties récentes ou confirmées. En outre, le financement public ne constitue pas un remède universel prémunissant les démocraties contre les risques de corruption, comme l'ont démontré les scandales en Allemagne et en Espagne.[7]

Réglementer le rôle des médias en période électorale. En effet, les médias jouent un rôle clé en contribuant à l'information des électeurs. En véhiculant la communication en période électorale, les médias nationaux (presse, radio et télévision) contribuent à la promotion de la compétition politique et à la compréhension de ces questions par les électeurs. À l'instar de certains pays, tels que les États-Unis où la réglementation du rôle des médias entre en conflit avec le principe de liberté d'expression inscrit dans la Constitution, dans de nombreux pays ces réglementations se situent au cœur des réformes concernant le financement politique. Dans ces pays, les amendements législatifs concernaient l'introduction de seuils de dépenses de campagnes, un temps d'antenne équitable et gratuit pour tous les candidats et la réglementation du type de propagande politique autorisée.[8] Étant donné le coût élevé des dépenses de communication, le fait de réglementer le rôle des médias en période électorale contribue à réduire la pression exercée sur les partis pour obtenir un financement toujours plus important. Des pays tels que le Brésil, le Chili ou le Sri Lanka ont tenté d'équilibrer la couverture des médias en réglementant scrupuleusement la

communication en période électorale, en interdisant la publicité payante et en offrant un temps d'antenne gratuit à tous les partis.

Établir des agences indépendantes de surveillance publique. Des agences autonomes ont été mises en place dans denombreuses démocraties, à la fois récentes et confirmées. Ces dernières ont pour mission de contrôler l'application des réglementations relatives au financement politique et de sanctionner le cas échéant les dérives. Leur rôle a su gagné une reconnaissance tardive au cours des dernières décennies dans des pays tels que l'Australie ou la France, où les systèmes politiques sont pourtant bien établis.[9] Le défi pour ces agences consiste à pouvoir agir effectivement en toute indépendance, impliquant une préparation technique adéquate, l'attribution de ressources suffisantes et des pouvoirs législatifs permettant à la fois de mener des enquêtes et de faire appliquer des sanctions. Ces agences, voire même les personnes nommées à leur tête, restent largement tributaires du président ou du parti au pouvoir dans de nombreux pays, comme au Nicaragua ou en République Dominicaine par exemple. Toutefois, seule une agence publique puissante aurait le pouvoir de mettre en application les exigences en termes de divulgation et d'obligation de rendre des comptes tout en œuvrant en faveur d'une transparence nécessaire.

De nombreux gouvernements se trouvent confrontés aux limbes du financement politique lorsqu'il s'attachent à légiférer ou à mettre en application les réglementations en la matière. Certaines nations, parmi lesquelles l'Argentine, ont accéléré la cadence dans le domaine de la législation alors qu'elles ne parviennent pas à obtenir des acteurs concernés qu'ils exigent et adoptent des outils de contrôle social plus sophistiqués. Dans d'autres cas de figures, certains pays se voient confrontés au danger du manque de volonté d'élaborer des réformes avec la conviction que l'argent permettra toujours d'outre passer les lois. En fin de compte, l'influence incontrôlable de l'argent dans le domaine de la politique, combinée à une législation impuissante, nuisent à la transparence et risquent de pousser les citoyens au cynisme politique comme ce fut le cas au Brésil par exemple.

3. Le rôle de la société civile

Malgré les progrès réalisés dans le domaine du financement des partis et des élections, les risques de corruption, dans le cadre du financement politique, planent sur les démocraties, telle une menace constante. En marge de la législation et de l'application des lois orchestrées par les pouvoirs publics, il est impératif que la société civile et les citoyens jouent un rôle actif pour traiter des questions complexes relatives au financement politique, et ce selon deux principaux champs d'actions :

- La surveillance du financement en période de campagne opérée par la société civile. Les organisations de la société civile (OSC) ont contribué à responsabiliser les citoyens, désormais mieux informés pour voter de manière raisonnée. De nombreuses OSC, fortes d'une expérience considérable en matière d'observation électorale, ont élargi la portée de la surveillance des campagnes électorales à de nouvelles dimensions du financement politique. À titre d'exemple, des OSC bréziliennes œuvrent aux côtés du secteur privé afin d'informer les entreprises sur la réglementation relative aux donations et pour les inciter à adopter un

Il est crucial que la société civile et les citoyens jouent un rôle actif pour traiter des questions complexes relatives au financement politique.

Les OSC (organisations de la société civile) dont les sections nationales de Transparency International (TI) en Argentine, Colombie, Inde et Indonésie, ainsi que dans d'autres pays, ont développé de longue date l'habitude d'informer les électeurs sur le profil des candidats, des partis, le montant des donations et des dépenses en période électorale.[10]

comportement responsable.[11] Dans d'autres pays, les OSC recoupent les frais de communication afin de démontrer de quelle manière les dépenses de campagne révélent un déséquilibre entre les partis au niveau de l'accès aux médias.[12] Au vue de leurs réalisations dans leurs domaines d'expertise, certaines OSC se sont vues attribuer un rôle important dans l'élaboration des réformes réglementaires dans leur pays.

- Responsabiliser les citoyens afin qu'ils soient à même de demander de rendre des comptes aux élus. Des organisations soucieuses de la bonne gouvernance enquêtent actuellement sur le lien entre les donations privées et les élus en poste dont elles ont servi à financer l'accession au pouvoir, en cherchant à déterminer dans quelle mesure la prise de décisions penchera pour les intérêts des donateurs. Aux États-Unis par exemple, des organisations de la société civile ont établi un lien entre les données fondées sur des contributions politiques privées et l'approbation de règles et de contrats au bénéfice de certains donateurs.[13]

Les citoyens ont le droit de connaître l'identité des personnes qui financent leurs représentants politiques étant donné l'impact du financement, de source publique ou privée, sur la prise de décision politique.

Des citoyens, responsabilisés sur les questions relatives au financement politique, peuvent mettre en œuvre des sanctions plus efficaces que celles prises par l'Etat, notamment via le refus d'accorder leur vote à un candidat en cas de soupçon de malversation. Il est fondamental que les citoyens aient accès à ces informations pour que le mécanisme de contrôle social puisse fonctionner. Les citoyens doivent également être capables de comprendre ces informations et de les utiliser au moment du vote. Toutefois, l'impact sur la décision prise au moment du vote ne se matérialise pas forcément dans les urnes, tel que ce fut le cas en Bosnie Herzégovine lorsque des candidats soupçonnés de corruption ont remporté les élections.[14] Lorsque la communication sur les donations en période électorale, orchestrée par les médias et d'autres organisations, est réussie, elle permet d'exposer l'identité des donateurs de tel ou tel candidat et permet d'établir s'ils sont corrompus.[15]

Il est essentiel que la transparence prévale dans le domaine du financement politique pour que la société civile puisse prendre des mesures adéquates. Les citoyens ont le droit de connaître l'identité des personnes qui financent leurs représentants politiques étant donné l'impact du financement, de source publique ou privée, sur la prise de décisions politiques. Les partis politiques se doivent d'assumer la responsabilité des financements qu'ils reçoivent, quelle qu'en soit la source, publique ou privée. Il est tout aussi nécessaire de rendre des comptes sur tout financement perçu à titre individuel par les candidats. De la même manière, il est nécessaire que les gouvernements divulguent ces informations, et ce en particulier lorsqu'ils subventionnent des partis politiques, afin que les citoyens aient la possibilité de demander aux acteurs politiques de rendre des comptes à ce sujet.

4. Les leçons apprises

La transparence ne se limite pas au simple fait de fournir et de divulguer une information. La demande d'information doit exister et celle-ci doit être partagée pour servir à accroître la redevabilité du système politique. Il est nécessaire que les OSC, les médias, les citoyens et les concurrents politiques assument pleinement leur rôle d'observateurs attachés à la surveillance du processus.

Même si la transparence est acquise à tous les niveaux, d'autres obstacles se dressent face aux contrôles opérés dans le cadre du financement politique.

Tout d'abord, plus de transparence implique plus de dépenses, et ce notamment lorsque le paysage politique se compose d'un grand nombre de petits partis. Ainsi l'exigence de rendre des comptes vient accroître davantage ces frais. Toutefois, cet obstacle peut être surmonté grâce à l'utilisation des technologies de l'information moins onéreuses et à l'existence du financement public.

Deuxièmement, la transparence n'implique pas toujours l'obligation de rendre compte de ses actes. Alors qu'il est relativement aisé d'établir l'influence des donateurs en période électorale, il s'avère généralement difficile de prouver comment leurs dons ont servi à corrompre des élus une fois qu'ils sont en place. À cet égard, peu d'hommes politiques ont été condamnés pour trafic d'influence tant il est complexe d'établir la composition des votes lors des élections qui les ont portés au pouvoir.

Troisièmement, une transparence accrue qui deviendrait l'objet d'abus constituerait un obstacle en soi. La transparence peut affaiblir ou meme entrer en conflit avec la démocratie ou ses principes. Dans les situations où la liberté politique est confrontée à des contraintes sévères, la priorité immédiate en termes d'outil de contrôle n'est pas à la transparence. Tout donateur qui financerait des partis ou des candidats opposants au pouvoir dans des régimes autoritaires se trouverait confronté à la pression du gouvernement, laissant ainsi l'opposition impuissante face aux attaques de ce dernier. Dans les pays où sévit le crime organisé, la divulgation d'information sur l'identité et le montant des financements pourrait servir également à cibler les entreprises et les citoyens fortunés.

Enfin, la transparence et l'obligation de rendre des comptes n'offrent pas de réponse au problème d'équité que soulève le financement politique. En effet, bien que tous les partis et les candidats répondent aux exigences de rendre compte de leurs financements, il se peut que sans la présence d'une réglementation publique complémentaire ceux-ci soient biaisés. La transparence et l'obligation de rendre des comptes permettent certes de révéler l'existence de financements inégaux, mais elles ne permettent pour autant pas d'en réaliser une distribution plus équitable.

5. Les parties prenantes dans la lutte contre la corruption

À l'instar des différentes parties prenantes encourageant le processus de réforme dans le domaine du financement politique, les législateurs demeurent les principaux acteurs chargés d'autoriser et de mettre en place ces réformes. La législation relative au financement politique implique des élus qu'ils réglementent une pratique ayant un impact sur leur propre comportement, contrairement aux autres domaines d'intérêt public. Ce conflit d'intérêts interne exige une implication d'autant plus nécessaire de la société civile.

Les parlementaires ainsi que les parties prenantes ont de bonnes raisons de soutenir la cause de la transparence dans le domaine du financement politique.[16] Chacun de ces groupes, leurs motivations et leurs domaines d'action sont développés ci-dessous :

- Les partis politiques. Les partis politiques ont vu leur réputation et leur crédibilité décliner dans les statistiques et les sondages d'opinion publique, une tendance avérée dans le monde entier. La transparence permettra de traiter ces problèmes en offrant aux partis politiques la possibilité de contrôler à la fois les budgets de campagne de leurs propres candidats et ceux de leurs opposants. La divulgation des informations permettra également de protéger les partis politiques et les candidats des pressions les poussant à accepter des donations de source privée voire illégale.

- Les agences de surveillance électorale. Les agences publiques chargées de contrôler le bon déroulement des élections sont tributaires de l'information disponible. Alors que par le passé les partis et les candidats étaient tenus de fournir leur budget sur demande, il deviendrait nécessaire d'inclure désormais l'exigence de soumettre régulièrement cette information à l'agence publique de surveillance. En échange, la divulgation de cette information permettra à la société civile, aux médias et aux opposants d'identifier et de signaler un comportement illégal, tout en assistant les agences publiques dans leur mission.

La législation relative au financement politique implique des élus qu'ils réglementent une pratique ayant un impact sur leur propre comportement, contrairement aux autres domaines d'intérêt public. Ce conflit d'intérêts interne exige une implication d'autant plus nécessaire de la société civile.

- Le secteur privé. Les entreprises sont généralement encouragées à ne pas révéler la source et le montant de leurs donations car elles ne souhaitent pas que les clients et les investisseurs soient informés de l'identité des candidats bénéficiant de leur soutien. Toutefois, la divulgation d'une telle inofrmation peut contribuer à accroître leur protection et non pas leur vulnérabilité. En effet, la divulgation d'informations peut concourir à empêcher les hommes politiques d'exiger des montants excessifs, sous forme de donations, ou encore de soutirer des faveurs. D'autre part elle offre aux entreprises un moyen plus approprié d'effectuer un contrôle des pratiques de financements des concurrents ou de traitements de faveurs éventuels. Enfin, une transparence accrue contribue à la réduction des risques encourus par les entreprises et cultive l'image positive de partenaires engagés, participant à la construction des démocraties dans lesquelles elles exercent leur activité.

- Les électeurs. La transparence accrue et la divulgation d'informations relatives au financement politique apportent aux électeurs une information leur permettant de baser leur choix de manière rationelle au moment de voter pour tel ou tel candidat. L'information réunie et partagée devrait les aider à identifier les acteurs et à répondre aux questions suivantes : qui sont les donateurs jouissant d'une grande influence en politique ? Qui sont les bénéficiaires de leur financement ? Dans quelle mesure les relations entre donateurs et candidats sont-elles étroites ? Certains candidats sont-ils excessivement dépendants d'une poignée de donateurs ? Les donateurs versent-il des contributions à tous les candidats ?

- Les médias. Dans la plupart des cas, les journalistes se rallient à la cause de la transparence et participent à sa promotion dans le contexte du financement politique. Une divulgation accrue bénéficiera aux médias en offrant un meilleur accès à l'information, facilitant ainsi leur travail de

communication. Dans un grand nombre de pays, les journalistes ne concentrent cependant pas suffisament leur travail d'investigation et de communication sur les questions du financement politique et ses implications sur les processus démocratiques propres à une nation. La volonté d'impliquer davantage les journalistes à travailler aux côtés d'autres parties prenantes(notamment les agences de surveillance électorale et les OSC) est primordiale.

Le fait d'encourager la collaboration et la coopération entre ces différents acteurs pourrait initier la volonté nécessaire pour faire évoluer les comportements, les attitudes et les pratiques pour la promotion d'une transparence et d'une redevabilité accrues. À cet égard, il est crucial que ces évolutions s'opèrent dans le contexte d'un contrôle public élevé, de seuils au financement privé et de l'apport d'un appui public envers les partis politiques. Toutefois, l'amélioration du niveau de transparence et d'obligation de rendre des comptes dans le domaine du financement politique ne constituent pas la panacée pour résoudre les problèmes liés au rôle de l'argent en politique. C'est pourquoi il est fondamental que ces évolutions s'articulent en un ensemble de réformes permettant d'accroître le contrôle public, afin de pouvoir regagner la confiance des citoyens dans leurs systèmes politiques et leur intégrité.

Références :

1 De nombreuses recommandations et expériences citées ci-dessus proviennent des conclusions de l'étude rélisée dans le cadre du Projet Crinis et portant sur le financement en période de campagne électorale dans huit pays d'Amérique Latine, menée en collaboration avec Transparency International (TI) et le Carter Center. www.transparency.org/regional_pages/americas/crinis. TI, auteur d'un ensemble de normes portant sur le financement politique, a également développé un outil de référence permettant de mesurer le niveau de transparence enmatière de financement politique observé dans chaque pays, notamment en période électorale. D'autres organisations, telles que le Carter Center, l'IFES (International Foundation for Election Systems), l'International IDEA (Institute for Democracy and Electoral Assistance) et l'OAS (Organisation of American States) ont pris part à des projets similaires.

2 Pour plus d'informations, consultez : Jeff Fischer, Marcin Walecki et Jeffrey Carlson (eds.), Political Finance in Post-Conflict Societies (Washington, DC : IFES et USAID, mai 2006). www.ifes.org/publication/0b087c527792ae130507f80957ad3f2b/Poltiical%20Finance%20in%20Post-Conflict%20Societies-small.pdf.

3 Parmi les cas incriminés, on compte deux élus célèbres : Tom Delay,ancien élu républicain du Texas et chef de file de la majorité à la chambre des représentants et William Jefferson, élu démocrate, membre du Congrès et représentant de la Louisiane. Pour plus d'informations sur la réforme actuelle du financement des campagnes électorales aux USA, consultez le projet de loi McCain-Feingold-Cochran adopté en 2002 : www.campaignfinancesite.org/legislation/mccain.html.

4 TI s'est intéressée au problème des paiements versés aux gouvernements par certaines compagnies pétrolières, gazières et minières dans le cadre de la campagne "Publiez ce que vous payez" (www.publishwhatyoupay.org) avec la coalition élargie de lutte contre la corruption, dont l'EITI (Extractive Industries Transparency Initiative) : http:/www./eitransparency.org et le projet de promotion de la transparence sur les revenus des industries gazières et pétrolières de TI (Promoting Revenue Transparency Project) : www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/promoting_revenue_transparency.

5 Les pays suivants ont introduit des lois portant sur la responsabilité fiscale : l'Argentine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, l'Estonie, l'Inde, la Nouvelle Zélande, le Pérou, la Pologne, la Suède, le Royaume-Uni, le Venezuela ainsi que d'autres pays de la zone Euro. Pour plus d'informations, consultez : George Kopits, Fiscal Responsibility Framework : International Experience and Implications for Hungary, MNB Occasional Papers 2007/62 (Budapest : Magyar Nemzeti Bank/The Central Bank of Hungary, 2007) : www.ideas.repec.org/s/mnb/opaper.html.

6 Cela s'avère exact lorsque le financement public est combiné à une réglementation limitant l'influence du financement de source privée permettant aux ressources publiques de se substituer (plutôt que de compléter) aux autres sources de financement. Dans de nombreux pays, la suspension des subventions publiques pour cause de non-conformité avec la réglementation en vigueur s'est avérée être un instrument de sanction efficace.

7 Le financement public, qui occupe une part conséquente en Allemagne, n'a pas empêché les partis politiques d'être impliqués dans l'affaire Flick dans les années 1970 ou d'être accusés de recourir à des comptes non déclarés dans les années 1990. En dépit des financements publics, le parti socialiste espagnol (le SOE) s'est trouvé impliqué dans un scandale similaire dans les années 1980 après avoir accepté des dons illégaux provenant d'entreprises privées, précisément Fielsa et SEAT.

8 Pour avoir une vue d'ensemble sur la régulation des médias en période électorale, consultez : Steven Griner et César Arias, 'Medios de comunicación y partidos políticos en América Latina: una aproximación mas allá de la obsesión de controlar el gasto electoral', in : El triangulo de las Bermudas. El financiamiento de la política en México (México City : Friedrich Ebert Stiftung, septembre 2007).

9 Pour plus d'informations et plus d'exemples, consultez : U4 Help Desk, Corruption in Political Party Financing and Electoral Campaigns (Bergen, Norvège : U4 Anti-Corruption Resource Centre, 16 avril 2003) : www.u4.no/helpdesk/helpdesk/queries/query8.cfm.

10 Pour plus d'informations sur les pays de la région Asie-Pacifique, consultez : www.transparency.org/regional_pages/asia_pacific/priority_areas/politics. Pour les pays dl'Amérique latine, consultez : www.transparency.org/regional_pages/americas/financiamiento_politico/guia.

11 Consultez : Instituto Ethos, A responsabilidade social das empresas no processo eleitoral (Sao Paulo, Brésil : Instituto Ethos, 2006).

12 La Fondation pour le pouvoir des citoyens (Fundación Poder Ciudadano) en Argentine a joué un rôle de chef de file au cours de ce travail qui a servi de modèle à d'autres pays de la région et d'Europe de l'Est. Pour plus d'informations, consultez : www.poderciudadano.org/index.php?do=temas&id=93.

13 Pour plus d'informations, consultez le site du Centre pour une Politique Réactive (Center for Responsive Politics) : www.opensecrets.org.

14 Pour plus d'informations sur la Bosnie-Herzégovine, consultez : Jeff Fischer, Marcin Walecki et Jeffrey Carlson (eds.), Political Finance in Post-Conflict Societies (Washington, DC : IFES et USAID, mai 2006).

15 Au Brésil, les informations sur les donations effectuées en période électorale sont largement accessibles depuis le site de l'agence de surveillance électorale www.tse.gov.br, organisme responsable du contrôle des financements politiques. La presse, se basant sur les résultats de l'agence, a pu révéler au public l'identité d'hommes politiques financés par des entreprises véreuses ainsi que celle d'entreprises soutenant des hommes politiques corrompus.

16 D'autres acteurs internationaux s'engagent également dans la promotion de la transparence dans le domaine du financement politique. Le Conseil de l'Europe et les conventions contre la corruption reconnues par les Nations unies et l'Union Africaine font mention de la transparence dans le domaine du financement politique comme pierre angulaire des progrès à réaliser dans le secteur public.

© 2008 Transparency International. Tous droits réservés.

Transparency International (TI) est l'organisation internationale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Grâce à ses 90 chapitres nationaux dans le monde entier et à son Secrétariat basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux effets néfastes de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour développer et mettre en œuvre des mesures efficaces visant à la combattre.

ISSN 1998-6408

Ce document de travail a été préparé par le département de recherche et de politique du secrétariat de TI en partenariat avec Silke Pfeiffer et Bruno Speck du département des Amériques.

Pour plus d'informations sur le travail de TI sur la corruption dans le financement politique, rendez-vous sur : www.transparency.org/global_priorities/corruption_politics/political_finance

Pour plus d'informations sur ce document de travail et d'autres documents de cette série, veuillez contacter Craig Fagan au secrétariat de TI : plres@transparency.org

TRANSPARENCY INTERNATIONAL

Téléphone :

+49-30-343820 -0

Télécopie :

+49-30-347039 -12

Secrétariat International

Alt-Moabit 96

10559 Berlin

Allemagne

Imprimé sur du papier recyclé